

20/03/2014



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

**MODIFIANT LA REMISE EN ETAT ET PROLONGEANT LA DUREE D'AUTORISATION DE LA CARRIERE EXPLOITEE PAR LA
SOCIETE STAR
SITUEE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MARGON
- N°ICPE : 2608**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code minier ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne adopté le 15 octobre 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral initial n°1284 du 17 juin 1988 autorisant la SA STAR à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Margon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 autorisant la Société STAR à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables-graviers alluvionnaires et de sables du Perche sur le territoire de la commune de Margon ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2003 modifiant les conditions d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2005 relatif au montant des garanties financières;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2013 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière susvisée;

Vu la demande de modification de la remise en état et de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière visée ci-dessus déposée par la Société STAR par courrier du 15 février 2013 complétée le 30 avril 2013;

Vu le dossier joint à la demande susvisée ;

Vu l'avis du maire de Margon du 14 février 2013 sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis du maire de Nogent le Rotrou du 1er février 2013 sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis du propriétaire du 1er février 2013 sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis du Parc Naturel Régional du Perche du 3 juin 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 25 septembre 2013 ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation Carrière – du 23 janvier 2014 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 29 janvier 2014 à la connaissance du demandeur, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant que l'IGAB défini par le SDAGE Loire-Bretagne et correspondant à l'indice granulats autorisables pour les extractions en lit majeur ne sera pas dépassé durant la prolongation de la durée d'autorisation sollicitée ;

Considérant les avis favorables du propriétaire terrien et des maires de Nogent le Rotrou et de Margon sur la destination future du site ;

Considérant que les modifications présentées ne constituent pas des modifications substantielles ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Considérant que les modifications présentées doivent faire l'objet de prescriptions complémentaires en vertu de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La SAS STAR - dont le siège social est situé route de Craon à Renazé (53800) - est tenue de respecter les dispositions suivantes modifiant l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 autorisant l'extension d'une carrière à ciel ouvert de sables-graviers alluvionnaire et de sables du Perche sur le territoire de la commune de Margon.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La validité de la présente autorisation qui inclut la remise en état est limitée au 17 juin 2018.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, de déposer une nouvelle demande. »

ARTICLE 3

Le troisième alinéa de l'article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La remise en état consiste en la réalisation d'un plan d'eau d'un seul tenant comprenant la zone de loisirs actuelle et une zone écologique au niveau des parcelles autorisées par le présent arrêté où sont créées trois zones humides, écologiquement intéressantes pour la flore et la faune. Au niveau de la connexion entre ces 2 zones, les terrains sont distants d'environ 15m et la profondeur du plan d'eau est d'au moins 103m NGF sans dépasser 100m NGF. Le bassin de décantation est conservé en l'état ainsi que la clôture l'entourant.»

Le neuvième alinéa de l'article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La remise en état doit permettre :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage,
- la transformation des zones affectées par l'activité en zone écologique :
 - création de trois zones humides,

- aménagement d'une zone caillouteuse sur l'isthme de terre conduisant au pylône électrique. Les berges sont en pente douce (minimum 1/3), un géotextile est mis en place sur certaines zones (sauf piste d'accès et autour du pylône), puis recouvert de sables et gravillons. Des blocs rocheux sont disposés sur la rive en opposition aux vents dominants,
- conservation de l'extrémité du merlon de terre situé à l'ouest du plan d'eau afin de le transformer en observatoire pour les oiseaux,
- suppression du tapis de plaine et régilage de terre végétale à son emplacement. »

ARTICLE 4

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe, présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état maximale pendant l'exploitation a été fixé comme suit :

période	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ml)	Montant des garanties financières TTC
2013-2018	1,6	2,9	1000	194 000€

L'indice TP01 utilisé est celui du mois de septembre 2012 équivalent à 702,3. »

ARTICLE 5

Les annexes dénommées « Fin des exploitations » et « remise en état » de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 sont remplacées par les annexes du présent arrêté.

Article 6 – APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

ARTICLE 7 – VOIE ET DELAIS DE RECOURS

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 28019 CHARTRES CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de

l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Copies en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre et au Maire de la commune de Margon.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Margon, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, l'inspecteur des installations classées ou tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le

20 MARS 2014

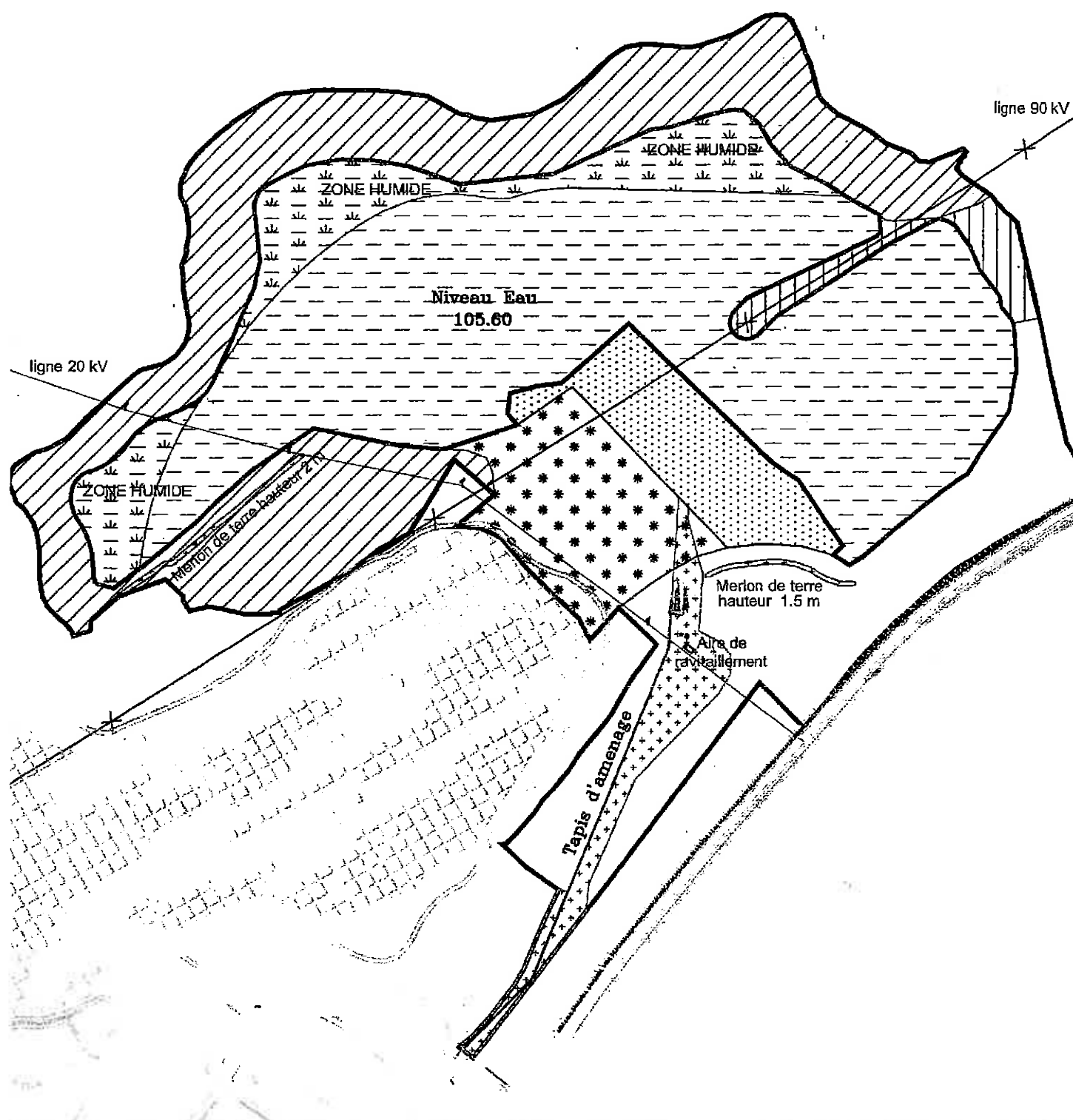
LE PREFET,






Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général





Jean-Paul VICAT


COPIE

Phasage d'exploitation prévisionnel : situation à fin 2014



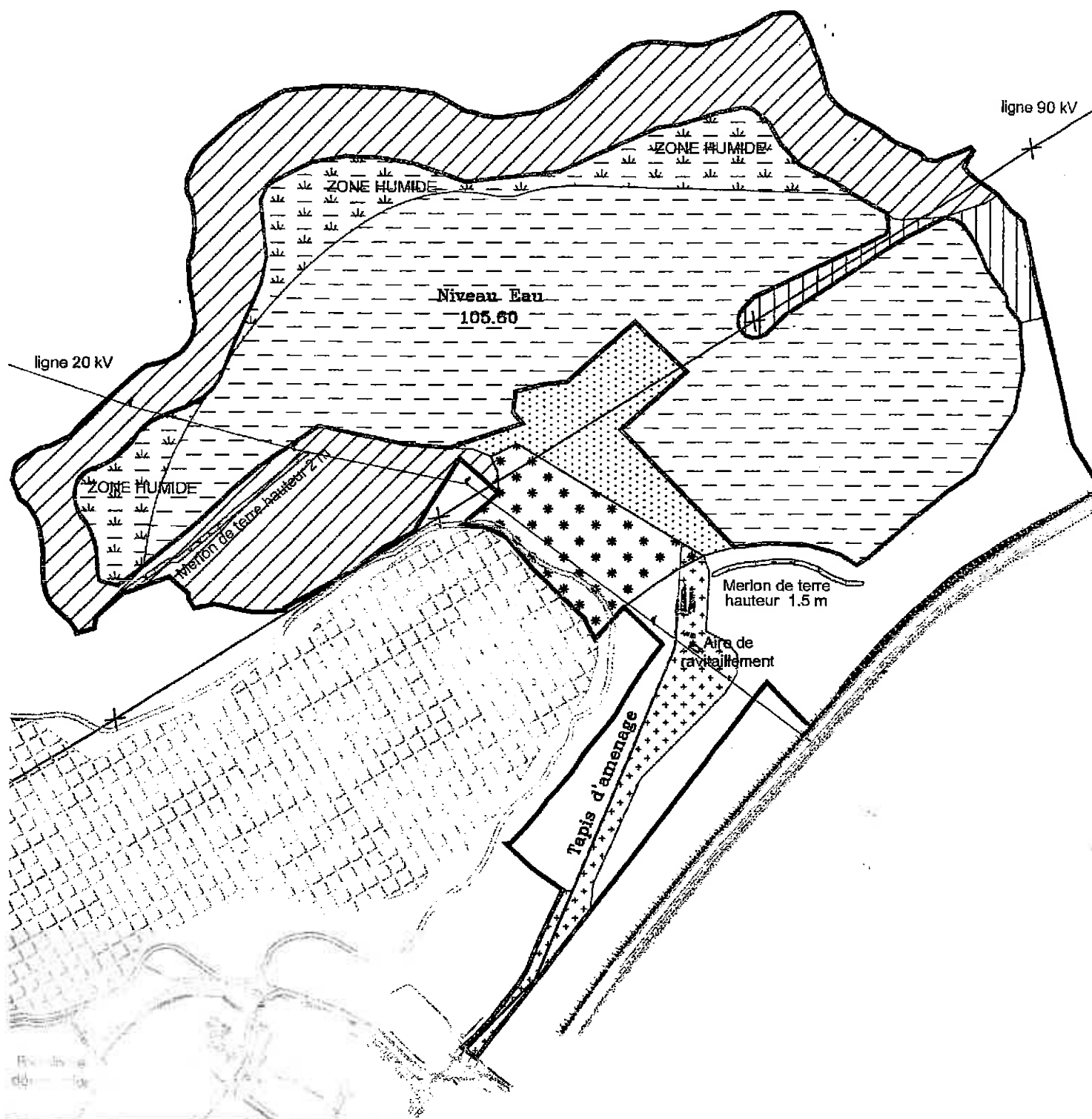
-  Surface non exploitée (9,6 ha)
-  Surface en chantier non remise en état (2,0 ha)
-  Surface en chantier remise en état (0,8 ha)
-  Future surface en chantier (2,6 ha)
-  Surface dérangée [pas en chantier] (1,5 ha)






-  Berges (0,55 km)
-  Berges remises en état (2,0 km)
-  Surface en plan d'eau (14,1 ha)
-  Zone humide (3,1 ha)






-  Emprise d'extraction de la carrière autorisée



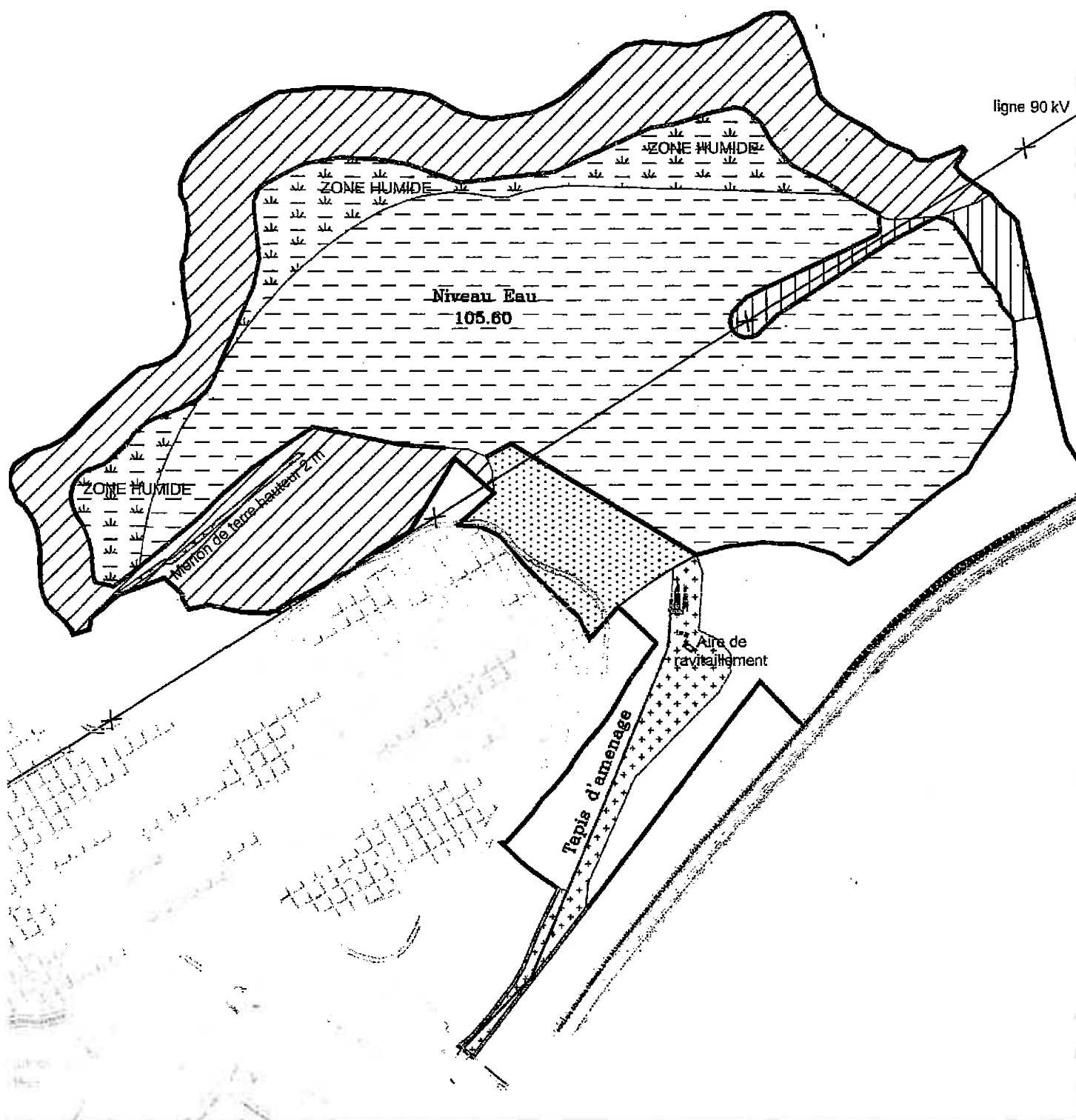
Phasage d'exploitation prévisionnel : situation à fin 2015











-  Surface non exploitée (9,6 ha)
-  Surface en chantier non remise en état (1,7 ha)
-  Surface en chantier remise en état (0,8 ha)
-  Future surface en chantier (1,5 ha)
-  Surface dérangée [pas en chantier] (1,4 ha)


-  Berges (0,55 km)
-  Berges remises en état (2,3 km)
-  Surface en plan d'eau (15,6 ha)
-  Zone humide (3,1 ha)
-  Emprise d'extraction de la carrière autorisée





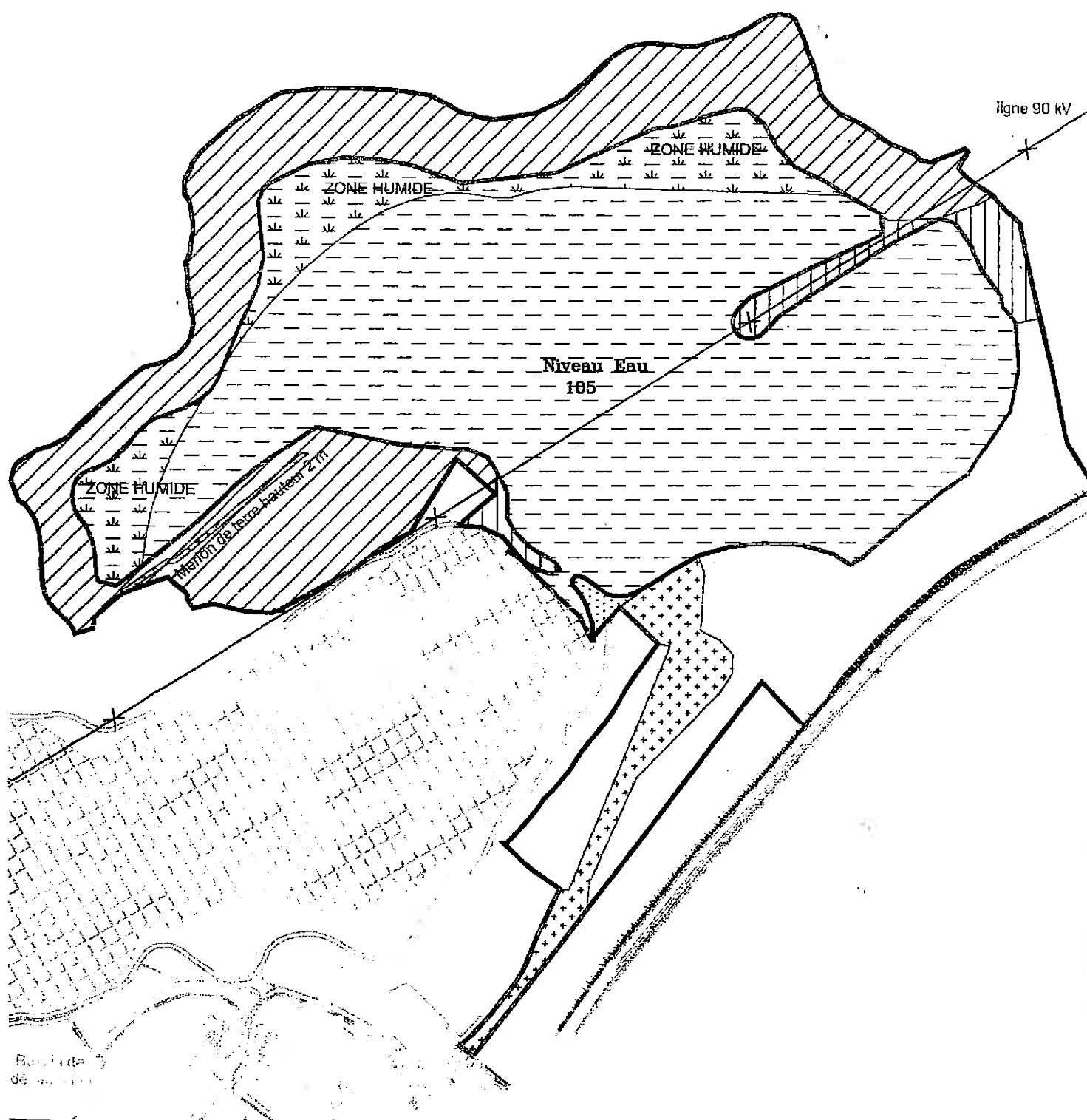
-  Surface non exploitée (9,6 ha)
-  Surface en chantier non remise en état (1,5 ha)
-  Surface en chantier remise en état (0,8 ha)
-  Surface dérangée [pas en chantier] (1,3 ha)





-  Berges (0,2 km)
-  Berges remises en état (2,3 km)
-  Surface en plan d'eau (17,3 ha)
-  Zone humide (3,1 ha)





-  Emprise d'extraction de la carrière autorisée


0 50 100 150 200 250 m





-  Surface non exploitée (9,6 ha)
-  Surface en chantier non remise en état (0,1 ha)
-  Surface en chantier remise en état (0,8 ha)
-  Surface dérangée [pas en chantier] (1,5 ha)

-  Berges (0,2 km)
-  Berges remises en état (2,55 km)
-  Surface en plan d'eau (18,5 ha)
-  Zone humide (3,1 ha)

 Emprise d'extraction de la carrière autorisée

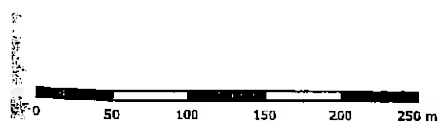
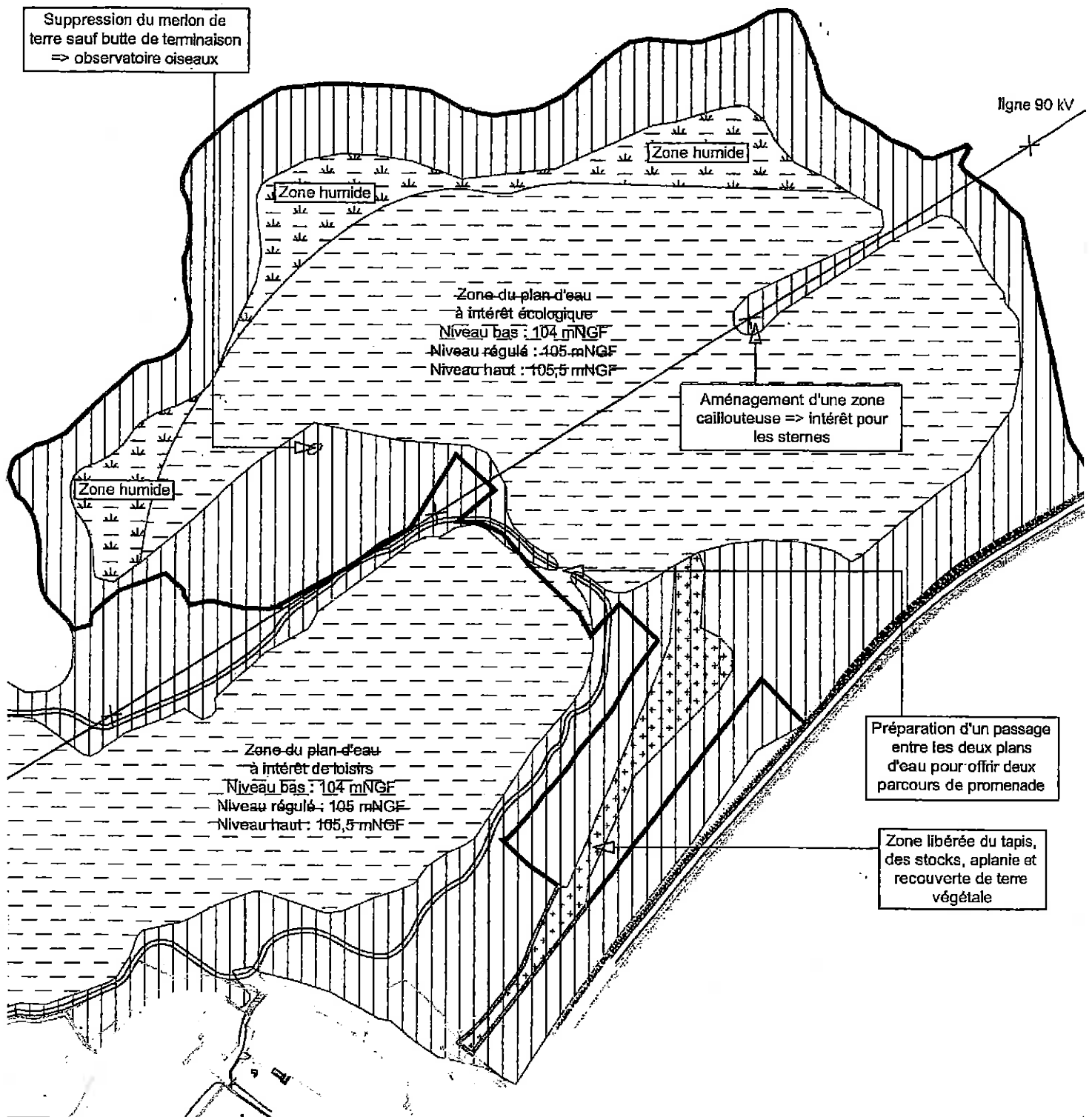


Schéma de remise en état



- Plan d'eau (39 ha)
- Ceinture verte prairiale du plan d'eau
- Zone humide
- Zone libérée du convoyeur, des stocks, aplanie et recouverte de terre végétale

Emprise d'extraction de la carrière autorisée

0 50 100 150 200 250 m

